

Le capitalisme : Une histoire de fantômes

mercredi 29 avril 2015, par [Jadarshini](#)

Article original publié dans le magazine *Outlook India* le 26 mars 2012

Est-ce un logement ou une maison ? Un temple à la nouvelle Inde ou un entrepôt pour ses fantômes ? Depuis qu'Antilla a fait son apparition sur Altamount Road à Mumbai, suintant le mystère et la menace tranquille, les choses ne sont plus les mêmes. "Nous y voici" a dit l'ami qui m'accompagnait là, "Présente tes respects à notre nouveau chef".

Antilla appartient à l'homme le plus riche d'Inde, Mukesh Ambani. J'avais lu que cette habitation, la plus onéreuse jamais construite, avait 27 étages, 3 hélisations, 9 ascenseurs, des jardins suspendus, des salles de bal, des salles météo, des gymnases, six étages de parking et 600 domestiques. Rien ne m'avait préparée à la pelouse verticale, un mer d'herbe haut de 27 étages qui s'élance vers le ciel attachée à un énorme grillage en métal. L'herbe était sèche par plaques ; des morceaux étaient tombés en rectangles impeccables. Manifestement, le ruissellement n'avait pas fonctionné.

Mais le jaillissement a lui assurément fonctionné. C'est la raison pour laquelle, dans une nation de 1,2 milliards d'habitants, les 100 personnes les plus riches de l'Inde possèdent des biens équivalent à un quart du PIB.

Dans la rue (et dans le *New York Times*) on dit, ou du moins on disait, qu'après tout ces efforts et ce jardinage, les Ambanis ne vivent pas à Antilla. Personne n'en est absolument certain. Les gens chuchotent encore à propos des fantômes, du malheur, de Vaastu et du Feng Shui. Peut-être est-ce entièrement la faute de Karl Marx (tous ces jurons) ? Le capitalisme, a-t-il dit, "a fait apparaître des moyens de production et d'échange si gigantesques qu'il est comme le sorcier qui n'est plus à même de maîtriser les pouvoirs des enfers qu'il a appelé par ses incantations".

En Inde, les 300 millions d'entre nous qui appartiennent à la nouvelle classe moyenne post-"réformes" FMI - le marché - vivent côte à côte avec les esprits des enfers, les esprits frappeurs des rivières disparues, des puits taris, des montagnes chauves et des forêts dépouillées ; les fantômes des 250.000 agriculteurs criblés de dettes qui se sont suicidés et les 800 millions qui ont été appauvris et dépossédés pour nous laisser la voie libre. Et qui survivent avec moins de vingt roupies par jour.

La fortune personnelle de Mukesh Ambani s'élève à 20 milliards de dollars. Il détient une participation majoritaire dans Reliance Industries Limited (RIL), une société ayant une capitalisation boursière de 47 milliards de dollars et des intérêts commerciaux mondiaux qui comprennent des produits pétrochimiques, du pétrole, du gaz naturel, de la fibre en polyester, des Special Economic Zones, de la vente au détail d'aliments frais, des écoles secondaires, de la recherche en sciences de la vie, et des services de conservation de cellules souches. Récemment, RIL a acheté 95% des actions d'Infotel, un consortium télévisé qui dirige 27 chaînes télévisées d'informations et de divertissements, parmi lesquelles CNN-IBN, IBN live, CNBC, IBN Lokmat et ETV dans presque toutes les langues régionales. Infotel possède l'unique licence nationale pour la 4G, un 'pipeline d'informations' à haut débit lequel, si la technologie fonctionne, pourrait être l'avenir de l'échange d'informations. Mr Ambani possède aussi une équipe de cricket.

RIL est une des sociétés qui dirigent l'Inde. Les quelques autres sont Tata, Jindal, Vedanta, Mittal, Infosys, Essar et l'autre Reliance (ADAG), que possède le frère de Mukesh, Anil. Leur course à la croissance s'est répandue à travers l'Europe, l'Asie centrale, l'Afrique et l'Amérique latine. Elles ratissent large ; elles sont visibles et invisibles, aussi bien au grand jour que clandestines. Les Tatas, par exemple, gèrent plus de 100 entreprises dans 80 pays. Ils sont l'une des plus anciennes et des plus grandes compagnies d'électricité du secteur privé en Inde. Ils possèdent des mines, des gisements gaziers, des aciéries, des réseaux téléphonique, de télévision par câble et à large bande, et dirigent des municipalités toutes entières. Ils fabriquent des voitures et des camions, possèdent la chaîne Taj Hotel, Jaguar, Land Rover, Daewoo, Tetley Tea, une maison d'édition, une chaîne de librairies, une marque importante de sel iodé, et le géant des cosmétiques Lakme. Leur slogan publicitaire pourrait bien être : Vous ne pouvez pas vivre

sans nous.

Selon les règles de l'évangile du jaillissement, plus on a, plus on peut avoir.

L'ère de la "privatisation de tout" a fait de l'économie indienne une des économies à la croissance la plus rapide au monde. Cependant, comme toute bonne colonie traditionnelle, une de ses exportations principales sont les minéraux. Les nouvelles méga-sociétés de l'Inde - Tata, Jindal, Essar, Reliance, Sterlite - sont celles qui se sont débrouillées pour s'imposer à la tête du robinet qui vomit l'argent extrait du plus profond de la terre. C'est un rêve pour les hommes d'affaires - être en mesure de vendre ce qu'ils ne doivent pas acheter.

L'autre source majeure de la richesse des entreprises provient de leur crédits fonciers. A travers le monde, les faibles gouvernements corrompus ont aidé les courtiers de Wall Street, les sociétés agroalimentaires et les milliardaires chinois à accumuler d'énormes étendues de terre. (Bien sûr, ceci entraîne aussi le réquisitionnement de l'eau) En Inde, la terre de millions de personnes est acquise et cédée à des entreprises privées pour "l'intérêt public" - pour les Special Economic Zones, les projets d'infrastructure, les barrages, les routes nationales, la construction automobile, les centres chimiques et les courses de Formule 1. (Le caractère sacré de la propriété privée ne s'applique jamais aux pauvres) Comme toujours, on annonce à la population locale que le déplacement de sa terre et l'expropriation de tout ce qu'elle a jamais eu fait en fait partie de la production d'emplois. Mais à l'heure qu'il est, nous savons que le lien entre le PIB et les emplois est un mythe. Après 20 années de "croissance", 60 pour cent de la population active est indépendante, 90 pour cent de la main-d'oeuvre de l'Inde travaille dans le secteur non-syndiqué.

Après l'indépendance jusqu'au années 80, les mouvements populaires, des naxalites à la sampoorana kranti de Jayaprakash, ont lutté pour les réformes agraires, pour la redistribution de la terre des propriétaires féodaux aux paysans sans terre. Aujourd'hui, n'importe quel propos sur la redistribution de la terre ou de la richesse est considéré comme étant, pas simplement anti-démocratique, mais absurde. Même les mouvements les plus militants ont été réduits à un combat pour garder le peu de terre que les gens ont encore. Les millions de personnes sans terre, la majorité d'entre eux Dalits et Adivasis, chassés de leurs villages, vivant dans des bidonvilles et des groupes de cabanes dans les petites villes et les mégapoles, ne figurent même pas dans le discours radical.

Etant donné que le jaillissement concentre la richesse sur la pointe d'une épingle brillante sur laquelle nos milliardaires pirouettent, d'immenses vagues d'argent enfoncent les institutions de la démocratie - les tribunaux, le parlement comme les médias, compromettant sérieusement leur aptitude à fonctionner comme elles sont censées le faire. Au plus le carnaval autour des élections est bruyant, au moins nous sommes sûrs que la démocratie existe réellement.

Tout nouveau scandale de corruption qui fait surface donne au précédent une apparence insipide. Pendant l'été 2011, le scandale 2G a éclaté. Nous avons appris que des sociétés avaient détourné 40 milliards de dollars de deniers publics en installant une personnalité amie comme ministre des télécommunications de l'Union, et celle-ci a nettement sous-évalué les licences de téléphone mobile 2G et les a illégalement distribué à ses potes. Les conversations téléphoniques enregistrées et divulguées à la presse ont montré comment un réseau d'industriels et leurs sociétés de façade, de ministres, de journalistes haut placés et d'un présentateur de télévision était impliqué dans la facilitation de cette arnaque. Les bandes étaient juste une IRM qui confirmait un diagnostic que les gens avaient fait depuis longtemps.

La privatisation et la vente illégale de licences de téléphonie mobile n'occasionnent pas la guerre, le déplacement et la dévastation écologique. La privatisation des montagnes, des rivières et des forêts de l'Inde bien. Peut-être parce que cela n'a pas la clarté simple d'un scandale comptable direct et incontestable, ou peut-être parce que tout cela est effectué au nom du 'progrès' de l'Inde, cela n'a pas la même résonance dans les classes moyennes.

En 2005, les gouvernements d'état du Chhattisgarh, de l'Orissa et du Jharkhand ont signé des centaines de protocoles d'accord avec une quantité de sociétés privées remettant des trillions de dollars de bauxite, de minerai de fer et d'autres minéraux pour une somme dérisoire, bravant même la logique pervertie de l'économie de marché. (Les royalties au gouvernement variaient entre 0,5 pour cent et 7 pour cent)

Quelques jours seulement après que le gouvernement du Chhattisgarh ait signé un protocole d'accord pour la construction d'une aciérie intégrée dans le Bastar avec Tata Steel, la Salwa Judum, une milice d'autodéfense, fut instaurée. Le gouvernement a dit que c'était un soulèvement spontané de gens du pays qui en avaient marre de la "répression" des guérilleros maoïstes dans la forêt. Cela s'est avéré être une

opération de défrichement, financée et armée par le gouvernement et subventionnée par les sociétés minières. Dans les autres états, des milices semblables furent créées, avec d'autres noms. Le premier ministre a annoncé que les maoïstes étaient la "plus grande menace pour la sécurité intérieure de l'Inde". C'était une déclaration de guerre.

Le 2 janvier 2006, à Kalinganagar, dans l'état voisin d'Orissa, peut-être pour signaler le sérieux de l'intention du gouvernement, dix pelotons de police sont arrivés sur le site d'une autre usine Tata Steel et ont ouvert le feu sur les villageois qui s'étaient rassemblés là pour s'élever contre ce qu'ils estimaient être une indemnisation insuffisante pour leur terre. Treize personnes, dont un policier, furent tuées et 37 blessées. Six années se sont écoulées, et bien que les villages demeurent assiégés par des policiers armés, la protestation n'a pas disparu.

Pendant ce temps, au Chhattigarh, la Salwa Judum, incendiant, violant et assassinant, s'est frayé un passage à travers des centaines de villages, évacuant 600 villages, obligeant 50.000 personnes à s'en aller dans des camps policiers et 350.000 personnes à fuir. Le chef du gouvernement a annoncé que ceux qui ne sortaient pas des forêts seraient considérés comme "terroristes maoïstes". De cette façon, par endroits, dans l'Inde moderne, labourer des champs et semer des graines a fini par être défini comme une activité terroriste. Finalement, les atrocités de la Salwa Judum n'ont réussi qu'à renforcer la résistance et à gonfler les rangs de l'armée de guérilla maoïste. En 2009, le gouvernement a annoncé ce qu'il a appelé l'Opération Green Hunt. 200.000 paramilitaires furent déployés à travers le Chhattisgarh, l'Orissa, le Jharkhand et le Bengale occidental.

Après trois années d'un "conflit de faible intensité" qui n'a pas réussi à "faire sortir" les dissidents de la forêt, le gouvernement central a déclaré qu'il déploiera l'armée et l'armée de l'air indienne. En Inde, nous n'appelons pas ceci la guerre. Nous disons "créer un bon climat d'investissement". Des milliers de soldats sont déjà intervenus. Des quartiers généraux de brigade et des bases aériennes sont préparés. Une des plus grandes armées du monde prépare en ce moment ses termes d'engagement pour se défendre "contre le peuple le plus pauvre, le plus affamé et le plus malnutri du monde. Nous n'attendons que la déclaration du Armed Forces Special Powers Act (AFSPA), lequel donnera à l'armée une immunité légale et le droit de tuer 'sur des présomptions". A en juger par les dizaines de milliers de tombes sans noms et de bûchers de crémation anonymes au Cachemire, au Manipur et au Nagaland, elle s'est révélée être effectivement une armée très soupçonneuse.

Pendant que sont effectués les préparatifs pour le déploiement, les jungles du centre de l'Inde restent assiégées, avec des villageois effrayés de sortir, ou d'aller au marché pour de la nourriture ou des médicaments. Des centaines de personnes ont été mises en prison, accusées d'être maoïstes en vertu de lois draconiennes et antidémocratiques. Les prisons sont pleines d'Adivasis, dont un grand nombre ignore quel est leur crime. Récemment, Soni Sori, une professeur adivasi du Bastar a été arrêtée et torturée en garde à vue. Ils ont enfoncé des cailloux dans son vagin pour lui faire 'avouer' qu'elle était une messagère maoïste. Les pierres ont été extirpées de son corps dans un hôpital de Calcutta où, après un tollé général, elle avait été envoyée pour un bilan de santé. Lors d'une récente audience de la Cour Suprême, des activistes ont présenté aux juges les cailloux dans un sac en plastique. Le seul résultat de leurs efforts a été que Soni Sori reste en prison tandis que Ankit Garg, le commissaire de police qui a dirigé l'interrogatoire, s'est vu accorder la médaille de la police pour acte de bravoure de la part président le jour de la république.

Nous n'entendons parler de la redéfinition écologique et sociale du centre de l'Inde qu'en raison du soulèvement des masses et de la guerre. Le gouvernement ne donne aucune information. Les protocoles d'accord sont tous secrets. Certaines sections des médias ont fait ce qu'elles pouvaient pour attirer l'attention publique sur ce qui se passe dans le centre de l'Inde. Cependant, la majeure partie des mass-médias indiens sont rendus vulnérables par le fait que la part principale de leurs revenus provient des publicités des entreprises. Si cela n'était pas assez grave, maintenant, la ligne entre les médias et les grandes entreprises a commencé à s'estomper sérieusement. Comme nous l'avons vu, RIL possède pratiquement 27 chaînes de télévision. Mais l'inverse est également vrai. Maintenant, certaines maisons de presse ont des intérêts commerciaux et d'entreprises directs. Par exemple, un des quotidiens majeurs dans la région - *Dainik Bhaskar* (et ce n'est qu'un exemple) - dispose de 17,5 millions de lecteurs dans quatre langues - y compris l'anglais et le hindi, à travers 13 états. Il possède également 69 sociétés ayant des intérêts dans le secteur minier, la production électrique, l'immobilier et le textile. Une requête judiciaire récente déposée à la High Court du Chhattisgarh accuse DB Power Ltd (une des sociétés du

groupe) d'utiliser des "mesures délibérées, illégales et manipulatrices" par l'intermédiaire de journaux appartenant à l'entreprise pour influencer l'issue d'une audience publique sur une mine de charbon à ciel ouvert. Qu'elle ait tenté ou non d'influencer l'issue n'est pas la question. Le fait est que les maisons de presse sont en mesure de le faire. Elles ont le pouvoir de le faire. Les lois du pays leur permettent d'être dans une position qui prête à un sérieux conflit d'intérêt.

Il y a d'autres régions du pays desquelles ne provient aucune information. Dans le peu peuplé mais militarisé état du nord-est d'Arunachal Pradesh, 168 grands barrages sont en construction, la plupart d'entre eux privés. De hauts barrages qui submergeront des districts entiers sont construits au Manipur et au Cachemire, tous deux des états extrêmement militarisés où les gens peuvent être tués simplement pour avoir protesté contre les coupures de courant. (Cela est arrivé il y a quelques semaines au Cachemire). Comment peuvent-ils empêcher un barrage ?

Le barrage le plus délirant de tous est le Kalpasar au Gujarat. Il est conçu comme un barrage long de 34 kilomètres à travers le golfe de Khambhat avec une route nationale à dix voies et une ligne ferroviaire passant au-dessus. L'idée est de créer, en empêchant l'eau de mer d'entrer, un réservoir d'eau douce des rivières du Gujarat. (Peu importe que ces rivières aient déjà été endiguées pour n'être plus qu'un filet et contaminées avec des effluents chimiques) Le barrage Kalpasar, qui ferait monter le niveau de la mer et modifierait l'écologie de centaines de kilomètres de littoral, a été rejeté il y a dix ans comme étant une mauvaise idée. Il a fait un come-back inattendu afin de procurer de l'eau à la Dholera Special Investment Region (SIR) dans une des zones au plus grand stress hydrique, pas juste de l'Inde, mais du monde. SIR, c'est un autre nom pour SEZ, une contre-utopie commerciale de "parcs industriels", de municipalités et de mégapoles. La SIR de Dholera va être reliée aux autres villes du Gujarat par un réseau de routes nationales à dix voies. D'où l'argent pour tout ceci viendra-t-il ?

En janvier 2011, dans le Mahatma (Gandhi) Mandir, le ministre en chef du gouvernement du Gujarat Narendra Modi a présidé une réunion de 10.000 hommes d'affaires internationaux en provenance de cent pays. Selon les reportages médiatiques, ils se sont engagés à investir 450 milliards de dollars au Gujarat. La réunion avait été programmée pour avoir lieu au début de la dixième année commémorative du massacre de 2000 musulmans en février-mars 2002. Modi n'est pas juste accusé d'avoir fermé les yeux, mais d'avoir activement encouragé la tuerie. Les gens qui ont assisté au viol, à l'événement et à l'embrasement vif de leurs êtres chers, les dizaines de milliers de personnes qui ont été chassées de leurs maisons, attendent toujours un signe en direction d'une justice. Mais Modi a échangé son écharpe safran et son front vermillon pour un costume d'affaire bien taillé et espère qu'un investissement de 450 milliards de dollars servira de prix du sang, et à balancer les comptes. Peut-être que ce sera le cas. Les grandes entreprises le soutiennent avec enthousiasme. L'algèbre de l'infinie justice fonctionne de mystérieuse façon.

La SIR de Dholera n'est qu'une des plus petites poupées russes, une de l'intérieure, dans la dystopie qui est élaborée. Elle sera reliée au Delhi Mumbai Industrial Corridor (DMIC), un corridor industriel long de 1500 kilomètres et large de 300 kilomètres, avec neuf mega zones industrielles, une ligne de transport ultrarapide, trois ports de mer et six aéroports, une voie express à six voies sans carrefour et une centrale électrique de 4000 MW. Le DMIC est un projet commun entre les gouvernements de l'Inde et du Japon, et leurs partenaires respectifs du secteur des entreprises. Il a été proposé par le McKinsey Global Institute. Le site Internet du DMIC affirme qu'approximativement 180 millions de personnes seront "affectées" par le projet. Comment exactement, il ne le dit pas. Il prévoit la construction de plusieurs nouvelles villes et estime que la population dans la région augmentera des 231 millions actuels à 314 millions en 2019. C'est dans sept ans. Quand est-ce la dernière fois qu'un état, un despote ou un dictateur a effectué le transfert d'une population de millions de personnes ? Est-il possible que ce soit un processus pacifique ?

L'armée indienne pourrait avoir besoin de faire une campagne de recrutement afin de ne pas être prise au dépourvu lorsqu'on lui donnera l'ordre de se déployer partout en Inde. En prévision de son rôle dans le centre de l'Inde, elle a rendu publique sa doctrine actualisée sur les opérations psychologiques militaires, qui expose les grandes lignes d'un "processus planifié de transmission d'un message à un public cible choisi pour défendre des sujets particuliers lesquels entraînent des attitudes et des comportements voulus, ce qui influe sur la réalisation des objectifs politiques et militaires du pays". Ce processus de "gestion de la perception", disait-elle, serait mené en "utilisant les médias à disposition des services". L'armée est assez expérimentée pour savoir que la force coercitive seule ne peut pas mettre en oeuvre ou gérer une manœuvre sociale de l'ampleur de celle envisagée par les planificateurs de l'Inde. La guerre

contre les pauvres est une chose. Mais pour le reste d'entre nous - la classe moyenne, les employés de bureau, les intellectuels, "les leaders d'opinion" - cela doit être une gestion de la perception. Et pour ceci, nous devons tourner notre attention vers l'art exquis de la philanthropie d'entreprise.

Dernièrement, les principaux conglomérats miniers ont embrassé les arts - film, installations d'oeuvres d'art et la vague de festivals littéraires qui ont remplacé l'obsession des concours de beauté des années 1990. Vedanta, qui exploite actuellement pour son bauxite le coeur des patries de la vieille tribu des Dongria Kondh, sponsorise un concours de films "Creating Happiness" pour les jeunes étudiants en cinéma qu'ils ont chargé de faire des films sur le développement durable. Le slogan de Vedanta est "Mining Happiness". Le Jindal Group publie un magazine d'art contemporain et soutient quelques-uns des artistes majeurs de l'Inde (qui, naturellement, travaillent avec de l'acier inoxydable). Essar était le sponsor principal de la *Think Fest* du Tehelka Newsweek qui annonçait des 'débats puissants' par les plus éminents penseurs du monde entier, ce qui comprenait d'importants écrivains et activistes, et même l'architecte Frank Gehry. (Tout ceci au Goa, où les activistes et les journalistes mettaient au jour d'énormes scandales d'exploitations minières illégales, et où émergeait le rôle d'Essar dans la guerre se déroulant au Bastar) Tata Steel et Rio Tinto (qui a un bilan sordide bien à lui) faisaient partie des sponsors principaux du Jaipur Literary Festival (nom latin : Darshan Singh Construction Jaipur Literary Festival) dont la publicité est faite par les connaisseurs comme étant "le plus grand événement littéraire sur terre". Counselage, le "gestionnaire stratégique de la marque" Tata, parrainait le tente de presse du festival. Un grand nombre des meilleurs et des plus brillants écrivains se sont rassemblés à Jaipur pour débattre sur l'amour, la littérature, la politique et la poésie soufi. Certains ont essayé de défendre le droit à la liberté de parole de Salman Rushdie en lisant des extraits de son livre proscrit *The Satanic Verses*. Dans chaque image télévisée et chaque photo de presse, le logo de Tata Steel (et son slogan - Values Stronger than Steel) surgissait à l'arrière, un hôte bienveillant, affable. Les ennemis de la liberté de parole étaient les soi-disant bandes musulmanes meurtrières, qui, nous ont dit les organisateurs du festival, auraient même pu faire du mal aux élèves rassemblés là-bas. (Nous sommes témoins de l'impuissance dont peuvent faire preuve le gouvernement indien et la police lorsqu'il est question des musulmans) Oui, l'intransigent séminaire islamique Darul-Uloom Deobandi a protesté l'invitation de Rushdie au festival. Oui, certains islamistes se sont réunis sur les lieux du festival et oui, effrontément, le gouvernement n'a rien fait pour protéger le lieu. C'est parce que l'épisode tout entier a autant à voir avec la démocratie, les "banques de vote" et les élections en Uttar Pradesh qu'avec le fondamentalisme islamiste. Mais le combat pour la liberté de parole contre le fondamentalisme islamiste est parvenu dans les journaux du monde. Il est important que cela ait été le cas. Mais il n'y avait presque aucun reportage concernant le rôle des sponsors du festival dans la guerre dans les forêts, des corps qui s'amoncellent, des prisons se remplissant. Ou au sujet du Unlawful Activities Prevention Act et du Chhattisgarh Special Public Security Act, qui fait même d'une pensée anti-gouvernement un délit criminel. Ou concernant l'audience publique obligatoire pour l'usine Tata Steel à Lohandiguda, laquelle, s'est plainte la population locale, a en fait eu lieu à des kilomètres de Jagdaplur, dans l'enceinte du bureau du percepteur, avec un public acheté de cinquante personnes, sous surveillance armée. Où était la liberté de parole alors ? Personne n'a mentionné Kalinganagar. Personne n'a fait mention du fait que les journalistes, les universitaires et les cinéastes travaillant sur des sujets impopulaires auprès du gouvernement indien - comme le rôle subreptice qu'il a joué dans le génocide des Tamouls dans la guerre au Sri Lanka ou les tombes sans noms récemment découvertes au Cachemire - se voient refuser leurs visas ou soient expulsés directement à l'aéroport. Mais quel pêcheur parmi nous allait jeter la première pierre ? Pas moi, qui vit des droits d'auteur en provenance des entreprises de maisons d'éditions. Nous regardons tous Tata Sky, nous surfons tous le net avec Tata Photon, nous circulons en taxis Tata, nous logeons dans les Tata Hotels, nous buvons à petites gorgées notre thé Tata dans de la porcelaine tendre Tata et le remuons avec des petites cuillers faites d'acier Tata. Nous achetons des livres Tata dans des librairies Tata. *Hum Tata ka namak khate hain*. Nous sommes assiégés.

Si le marteau de la pureté morale doit être le critère pour lancer des pierres, alors, les seules personnes qui y sont habilitées sont celles qui ont déjà été réduites au silence. Celles qui vivent en dehors du système, les hors-la-loi dans les forêts ou ceux dont les protestations ne sont jamais traitées par la presse, ou les sages expropriés, qui vont de tribunal en tribunal, témoignant, faisant leur déposition.

Ceci n'est que la fin burlesque de l'art exquis.

Bien que les Tatas aient été impliqués dans la philanthropie d'entreprise depuis presque cent ans

maintenant, dotant des bourses d'étude et dirigeant d'excellents instituts d'enseignements et des hôpitaux, les entreprises indiennes n'ont que récemment été invitées à la chambre étoilée, la camera stellata, le monde bien éclairé du gouvernement mondial d'entreprises, mortel pour ses adversaires, mais par ailleurs si rusé que l'on sait à peine qu'il est là.

Ce qui suit dans cet essai pourrait peut-être avoir l'air pour certains d'une critique quelque peu sévère. D'autre part, dans la tradition d'honorer son adversaire, cela pourrait être interprété comme une reconnaissance de la vision, de la souplesse, de la subtilité et de la ferme détermination de ceux qui ont consacré leurs vies à maintenir le monde en sécurité pour le capitalisme.

Leur passionnante histoire, qui a disparu de la mémoire contemporaine, a commencé aux Etats-Unis au début du 20ème siècle lorsque, équipée légalement sous forme de fondations financées, la philanthropie d'entreprises a commencé à remplacer l'activité missionnaire en tant qu'ouverture vers la route du capitalisme (et de l'impérialisme) et comme patrouille de maintien des systèmes. La Carnegie Corporation, fondée en 1911 par les bénéfices de la Carnegie Steel Company et la Rockefeller Foundation, fondée en 1914 par J.D. Rockefeller, fondateur de la *Standard Oil Company* furent parmi les premières fondations à être créées aux Etats-Unis. Les Tatas et les Ambanis de leur époque.

L'ONU, la CIA, le Council on Foreign Relations, le musée d'art moderne le plus fabuleux de New-York et, bien sûr, le Rockefeller Center de New-York (où la peinture murale de Diego Riviera a dû être décollée du mur parce qu'elle représentait malicieusement des capitalistes dépravés et un Lénine vaillant (la liberté de parole avait pris un jour de congé) sont quelques unes des institutions financées, recevant des capitaux ou soutenues par la Rockefeller Foundation.

J.D. Rockefeller fut le premier milliardaire de l'Amérique et l'homme le plus riche du monde. C'était un abolitionniste, un sympathisant d'Abraham Lincoln et un abstinent. Il croyait qu'il recevait son argent de Dieu, ce qui a dû être agréable pour lui.

Voici un extrait d'un des premiers poèmes de Pablo Neruda intitulé Standard Oil Company :

Leurs obèses empereurs de New-York
sont d'affables assassins souriants
qui achètent de la soie, du nylon, des cigares
petits tyrans et dictateurs.
Ils achètent des pays, les gens, les mers, la police, les conseils régionaux
des régions lointaines où les pauvres stockent leur grain
comme les avars leur or :
Standard Oil les réveille
les vêt d'uniformes, désigne
quel frère est l'ennemi.
Le Paraguayen mène sa guerre
et le Bolivien dépérit
dans la jungle avec sa mitrailleuse.
Un Président assassiné pour une goutte de pétrole
une hypothèque d'un million d'acre
une exécution rapide un matin d'une lueur fatale, pétrifié,
un nouveau camp de prisonniers pour les éléments subversifs,
en Patagonie, une trahison, des coups de feu sporadiques
sous une lune pétrolifère
un changement subtil de ministre
dans la capitale, un murmure
comme une vague pétrolière,
et paf, vous verrez
comment les lettres Standard Oil brillent au-dessus des nuages
au-dessus des murs, dans votre maison
illuminant leurs empires.

Au début, quand les fondations subventionnées par des entreprises ont fait leur apparition aux Etats-Unis, il y eut un débat houleux au sujet de leur provenance, de leur légalité, et de leur manque de responsabilité. Les gens ont suggéré que si les entreprises avaient tant d'argent excédentaire, elles devraient augmenter les salaires de leurs ouvriers. (Des gens ont fait ces suggestions extravagantes à l'époque, même en Amérique) L'idée de ces fondations, si normale actuellement, était en fait un bond de l'imagination des affaires. Des personnes morales non imposables ayant des ressources énormes et une mission presque sans limites - totalement non responsable, totalement non-transparente - quel meilleur moyen de réemployer les richesses économiques dans le capital politique, social et culturel, de transformer l'argent en pouvoir ? Quelle meilleure façon pour les usuriers d'utiliser une minuscule proportion de leurs bénéfices pour diriger le monde. Autrement, comment Bill Gates, qui, il faut le reconnaître, connaît une chose ou deux sur les ordinateurs, se serait-il retrouvé à concevoir les politiques d'enseignement, de santé et d'agriculture, pas juste pour le gouvernement américain, mais pour les gouvernements à travers le monde ?

Au fil des années, comme les gens remarquaient une partie du bien réel que faisaient les fondations (gérer des bibliothèques publiques, éradiquer les maladies) - le lien direct entre les sociétés et les fondations qu'elles dotaient à commencer à s'estomper. Finalement, il s'est effacé complètement. Maintenant, même ceux qui se considèrent de gauche n'ont pas peur d'accepter leurs largesses.

Dès les années 1920, le capitalisme américain a commencé à regarder vers l'extérieur pour les matières premières et les marchés d'outre-mer. Les fondations ont commencé à formuler l'idée d'une gouvernance d'entreprises mondiale. En 1924, les fondations Rockefeller et Carnegie ont conjointement créé ce qui est aujourd'hui le groupe de pression de politique étrangère le plus puissant du monde - le Council on Foreign Relations (CRF), qui plus tard a fini par être aussi financé par la Ford Foundation. Dès 1947, la nouvellement créée CIA était soutenue par le CFR et travaillait étroitement avec lui. Au fil des années, les membres du CFR ont compris 22 secrétaires d'Etat américains. Il y avait cinq membres du CFR dans le comité de pilotage de 1943 qui a organisé l'ONU, et une subvention de 8,5 millions de dollars de J.D. Rockefeller a acheté le terrain sur lequel se trouve le siège de l'ONU à New-York.

Les onze présidents de la Banque Mondiale depuis 1946 - des hommes qui se sont présentés en tant que missionnaires des pauvres - ont été membres du CFR. (L'exception est Georges Woods. Et il était un curateur de la Rockefeller Foundation et vice-président de la Chase-Manhattan Bank)

A Bretton Woods, la Banque Mondiale et le FMI ont décidé que le dollar américain devrait être la monnaie de réserve du monde, et que pour améliorer la pénétration du capital mondial, il serait nécessaire d'universaliser et de standardiser les pratiques commerciales sur un marché public. C'est à cette fin qu'ils ont dépensé une importante somme d'argent pour promouvoir la bonne gouvernance (tant qu'ils gardent la maîtrise des ficelles), le concept de l'état de droit (à condition qu'ils aient leur mot à dire dans l'élaboration des lois) et des centaines de programmes anti-corruption (pour rationaliser le système qu'ils ont mis en place). Deux des organisations les plus obscures du monde et qui n'ont pas de compte à rendre à qui que ce soit exigent de la transparence et de la responsabilité de la part des gouvernements des pays les plus pauvres.

Etant donné que la Banque Mondiale a plus ou moins dirigé les politiques économiques du tiers-monde, contraignant et ouvrant les marchés d'un pays après l'autre pour la finance mondiale, on pourrait dire que la philanthropie d'entreprise s'est avérée être l'affaire la plus visionnaire de tous les temps. Les fondations subventionnées par les entreprises gèrent, échangent et canalisent leur pouvoir et mettent leurs pièces sur l'échiquier grâce à un système de clubs d'élites et de think-tanks dont les membres coïncident et entrent et sortent en chassés-croisés. Contrairement aux diverses thèses du complot en circulation, tout particulièrement parmi les groupes de gauche, il n'y a rien de secret, de démoniaque ou de franc-maçon concernant cet arrangement. Ce n'est pas très différent de la manière avec laquelle les entreprises utilisent les sociétés fictives et les comptes offshores pour transférer et gérer leur argent - sauf que la devise est le pouvoir, pas l'argent. L'équivalent transnational du CFR est la Commission Trilatérale, créée en 1973 par David Rockefeller, l'ancien conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski (membre fondateur des moudjahidines afghans, ancêtres des talibans), la Chase-Manhattan Bank et d'autres éminences privées. Son but était de créer des liens d'amitié et de coopération durables entre les élites d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon. C'est maintenant devenu une commission penta-latérale, parce qu'elle comprend des membres de Chine et d'Inde. (Tarun Das de la CII - Confederation of Indian Industry ; N.R. Narayanamurthy, ex-directeur général, Infosys ; Jamsheyd N.

Godrej, PDG, Godrej ; Jamshed J. Irani, directeur, Tata Sons ; et Gautam Thapar, directeur général, Avantha Group).

L'Institut Aspen est un club international d'élites locales, d'hommes d'affaires, de bureaucrates, de politiciens avec des franchises dans plusieurs pays. Tarun Das est le président de l'Institut Aspen, Inde. Gautam Thapar est président. Plusieurs cadres supérieurs du McKinsey Global Institute (auteur de la proposition du Delhi Mumbai Industrial Corridor) sont membres du CFR, de la Commission Trilatérale et de l'Institut Aspen.

La Ford Foundation (repoussoir libéral à la plus conservatrice Rockefeller Foundation, bien que les deux travaillent constamment ensemble) a été créée en 1936. Bien qu'elle soit souvent minimisée, la Ford Foundation a une idéologie précise très claire et travaille en étroite collaboration avec le ministère des affaires étrangères américain. Son projet d'approfondissement de la démocratie et de "bonne gouvernance" fait tout à fait partie du plan de la standardisation de la pratique des affaires et de promotion de l'efficacité dans l'économie de marché de Bretton Woods. Après la seconde guerre mondiale, quand les communistes ont remplacé les fascistes en tant qu'ennemis numéro un du gouvernement américain, de nouveaux types d'institutions étaient nécessaires pour prendre des mesures concernant la guerre froide. Ford a financé RAND (Research and Development Corporation), un think-tank militaire qui a commencé avec la recherche sur les armes pour les services de la défense américaine. En 1952, pour contrecarrer 'l'effort communiste continu pour infiltrer et perturber les nations libres', il a constitué le Fund for the Republic, qui s'est ensuite transformé en Center for the Study of Democratic Institutions dont la mission était de mener la guerre froide intelligemment sans les excès de McCarthy. C'est à travers cette lentille qu'il faut voir le travail que fait la Ford Foundation avec les millions de dollars qu'elle a investi en Inde - son financement d'artistes, de cinéastes et d'activistes, sa dotation généreuse de cours universitaires et de bourses d'études.

Les "objectifs pour l'avenir de l'humanité" avoués de la Ford Foundation comprennent des interventions dans les mouvements politiques populaires localement et internationalement. Aux Etats-Unis, elle a fourni des millions en subventions et en prêts pour soutenir le Credit Union Movement qui avait été lancé par le propriétaire de grand magasin Edward Filene en 1919. Filene croyait en la création d'une société de consommation massive de biens de consommation en donnant aux travailleurs un accès abordable au crédit - une idée radicale à ce moment-là. A vrai dire, seulement une moitié d'idée radicale, parce que l'autre moitié de ce en quoi croyait Filene était la répartition plus équitable du revenu national. Les capitalistes se sont saisis de la première moitié de la suggestion de Filene, et en déboursant "d'abordables" prêts de dizaines de millions de dollars, ont transformé la classe ouvrière américaine en une population endettée en permanence, courant pour rattraper son mode de vie.

De nombreuses années plus tard, cette idée a ruisselé sur la campagne pauvre du Bangladesh quand Mohammed Yunus et la Grameen Bank ont amené le micro-crédit aux paysans affamés avec des conséquences désastreuses. Les sociétés de micro-finance en Inde sont responsables de centaines de suicides - 200 personnes rien qu'en Andhra Pradesh en 2010. Un quotidien national a récemment publié la lettre de suicide d'une fille de 18 ans qui avait été contrainte de céder ses dernières 150 roupies, ses frais de scolarité, à des employés brutaux de la société de micro-finance. La lettre disait, "Travaillez dur et gagnez de l'argent. Ne contractez pas d'emprunt".

Il y a beaucoup d'argent dans la pauvreté, et quelques Prix Nobel aussi.

Dès les années cinquante, les fondations Rockefeller et Ford, finançant plusieurs ONG et institutions éducatives internationales, ont commencé à travailler comme des quasi-prolongements du gouvernement américain qui, à ce moment-là, renversait les gouvernements démocratiquement élus en Amérique Latine, en Irak et en Indonésie. (C'est également vers cette époque qu'elles ont fait leur entrée en Inde, alors non-alignée, mais penchant clairement vers l'Union Soviétique) La Ford Foundation a mis en place un cours d'économie politique de style américain à l'université d'Indonésie. Les étudiants de l'élite indonésienne, formés à la contre-insurrection par des officiers de l'armée des Etats-Unis, ont joué un rôle capital dans le coup d'Etat soutenu par la CIA en 1965, lequel a amené le général Suharto au pouvoir. Suharto a remboursé ses mentors en massacrant des centaines de milliers de dissidents communistes.

Huit ans plus tard, de jeunes étudiants chiliens, qui ont fini par être connus sous le nom des Chicago Boys, furent emmenés aux Etats-Unis pour être formés à la science économique néo-libérale par Milton Friedman à l'université de Chicago (fondée par J.D. Rockefeller), en prévision du coup d'Etat de 1973 soutenu par la CIA qui a tué Salvador Allende, et introduit le général Pinochet et un régime d'escadrons

de la mort, de disparitions et de terreur qui a duré 17 ans. (Le crime d'Allende était d'être un socialiste démocratiquement élu et de nationaliser les mines du Chili)

En 1957, la Rockefeller Foundation a instauré le Ramon Magsaysay Prize pour les chefs de file de la communauté en Asie. Il a reçu le nom de Ramon Magsaysay, président des Philippines, un allié capital dans la campagne américaine contre le communisme en Asie du Sud-Est. En 2000, la Ford Foundation a mis en place le Ramon Magsaysays Emergent Leadership Award. Le Magsaysay Award est considéré comme une récompense prestigieuse parmi les artistes, les activistes et les animateurs socio-culturels en Inde. M.S. Subbulakshmi et Satyajit Ray l'ont remporté, tout comme Jayaprakash Narayan et un des journalistes les plus excellents de l'Inde, P. Sainath. Mais ils ont fait davantage pour le prix Magsaysay qu'il ne l'a fait pour eux. Dans l'ensemble, c'est devenu un arbitre discret du type d'activisme "acceptable" et de celui qui ne l'est pas.

De façon intéressante, le mouvement anti-corruption de Anna Hazare l'été dernier était mené par trois vainqueurs du Magsaysay Award - Anna Hazare, Arvind Kejriwal et Kiran Bedi. Une des nombreuses ONG d'Arvind Kejriwal est généreusement financée par la Ford Foundation. L'ONG de Kiran Bedi est financée par Coca Cola et Lehman Brothers.

Bien qu'Anna Hazare se qualifie de gandhien, la loi qu'il réclamait - la Jan Lokpal Bill - était non-gandhienne, élitiste et dangereuse. Une campagne médiatique sans interruption l'a proclamé la voix du "peuple". A la différence du mouvement Occupy Wall Street aux Etats-Unis, le mouvement Hazare ne disait rien contre la privatisation, le pouvoir des entreprises ou les "réformes" économiques. Au contraire, ses principaux partisans médiatiques ont détourné avec succès le projecteur des énormes scandales de corruption des entreprises (lesquels avaient aussi démasqué des journalistes très influents) et ont utilisé la mise en pièce publique des politiciens pour exiger un plus ample retrait des pouvoirs discrétionnaires du gouvernement, plus de réformes, plus de privatisation. (En 2008, Anna Hazare a reçu une récompense World Bank pour une coopération publique remarquable) La Banque Mondiale a publié une déclaration depuis Washington disant que le mouvement "concordait" avec sa politique.

Comme tous les bons impérialistes, les ohilanthropoïdes se sont donnés la tâche de créer et de préparer des cadres internationaux qui croyaient que le capitalisme, et par extension, l'hégémonie des Etats-Unis, étaient dans leur propre intérêt. Et qui donc, aideraient à gérer le gouvernement mondial d'entreprises comme les élites du pays ont toujours servi le colonialisme. Par conséquent, l'incursion des fondations dans l'éducation et l'art, qui deviendraient leur troisième sphère d'influence après la politique économique étrangère et intérieure, a commencé. Elles ont dépensé (et continuent à dépenser) des millions de dollars pour des institutions universitaires et de la pédagogie.

Joan Roelofs dans son merveilleux livre Foundations and Public Policy : The Mask of Pluralism décrit comment les fondations ont remanié les vieilles idées sur la façon d'enseigner les sciences politiques, et ont fabriqué les disciplines d'études "internationales" et "régionales". Ceci a pourvu les services de sécurité et de renseignements des Etats-Unis d'un réservoir de compétences de langues et de cultures étrangères dans lequel recruter. La CIA et le ministère des affaires étrangères américain continuent à travailler avec des étudiants et des professeurs dans les universités américaines, soulevant de sérieuses questions au sujet de l'éthique du savoir.

L'accumulation de renseignements pour maîtriser les gens qu'elle gouverne est fondamentale pour toute autorité dirigeante. Alors que la résistance à l'acquisition de terres et aux nouvelles politiques économiques se propage à travers l'Inde et dans l'ombre d'une guerre totale dans le centre de l'Inde, le gouvernement s'est lancé dans un gigantesque programme de biométrie, peut-être un des projets de collecte de renseignements le plus ambitieux et le plus onéreux du monde - le Unique Identification Number (UID) pour en faire une technique d'endiguement. Les gens n'ont pas d'eau potable propre, ni de toilettes, ni de nourriture, ni d'argent, mais ils auront des cartes électorales et des numéros UID. Est-ce une coïncidence que le projet UID géré par Nandan Nilekani, ancien directeur général d'Infosys et soi-disant destiné à "rendre des services aux pauvres" injectera d'énormes sommes d'argent dans une industrie informatique un peu aux abois ? (Une estimation modeste du budget du UID dépasse les dépenses publiques annuelles du gouvernement indien dans l'éducation) "Digitaliser" un pays ayant une population si nombreuse de personnes pratiquement illégitimes et "illisibles" - des gens qui sont pour la plupart habitants de taudis, colporteurs, adivasis ne disposant pas de registre foncier - les criminalisera, les transformant d'illégitimes en illégaux. L'idée est de réaliser une version numérique du Enclosure of Commons et de mettre d'énormes pouvoirs dans les mains d'un état policier se durcissant de plus en plus.

L'obsession technocratique de Nilekani quant au rassemblement de données correspond à l'obsession de Bill Gates des bases de données numériques, des "cibles numériques", des "tableaux de bord du progrès". Comme si c'était un manque de renseignements qui était la cause de la faim dans le monde, et pas le colonialisme, la dette et la politique d'entreprise déformée axée sur le profit.

Les fondations dotées par les entreprises sont les plus gros bailleurs de fonds des sciences humaines et de l'art, allouant des cours et des bourses d'étudiants dans les "études développementales", les "études sur les communautés", "les études culturelles", les "sciences behavioristes" et les "droits de l'homme". Au moment où les universités américaines ont ouvert leurs portes aux étudiants internationaux, des centaines de milliers d'étudiants, d'enfants de l'élite du tiers-monde ont afflué. Ceux qui ne pouvaient pas payer les frais de scolarité recevaient des bourses. Aujourd'hui, dans des pays tels que l'Inde et le Pakistan, il n'y a pratiquement aucune famille parmi les classes moyennes supérieures qui n'a pas un enfant ayant étudié aux Etats-Unis. De leurs rangs sont issus de bons lettrés et universitaires, mais également les premiers ministres, les ministres des finances, les économistes, les juristes d'entreprises, les banquiers et les bureaucrates qui ont aidé à ouvrir les économies de leurs pays aux entreprises mondiales.

Les érudits de la version favorable aux fondations de l'économie politique et des sciences politiques ont été récompensés par des postes d'enseignement et de recherche, des fonds de recherche, des subventions, des dotations et des emplois. Ceux ayant des opinions défavorables aux fondations se sont retrouvés définancés, marginalisés et ghettoïsés, leurs cours supprimés. Petit à petit, une imagination particulière - une prétention fragile et superficielle de tolérance et de multiculturalisme (laquelle se transforme en racisme, en nationalisme fanatique, en chauvinisme ethnique ou en islamophobie belliciste à tous moments) sous la voûte d'une seule idéologie économique globale très uniformisée - a commencé à dominer le discours. Elle l'a fait à un tel point qu'elle a totalement cessé d'être perçue comme une idéologie. C'est devenu la position par défaut, la façon naturelle d'être. Elle a infiltré la normalité, a colonisé la banalité et la contester a commencé à sembler aussi absurde ou aussi ésotérique que de contester la réalité elle-même. A partir de là, il n'y avait qu'un pas rapide et facile vers "il n'y a aucune alternative".

Ce n'est que maintenant, grâce au mouvement Occupy, qu'un autre langage est apparu dans les rues et sur les campus américains. Voir des étudiants avec des bannières qui disent "guerre de classe" ou "Cela ne nous dérange pas que vous soyez riches, mais cela nous ennuie que vous achetiez notre gouvernement" est, étant donné ce que l'on sait, presque une révolution en soi.

Un siècle après qu'elle soit née, la philanthropie d'entreprise fait autant partie de nos vies que Coca-Cola. Il y a actuellement des millions d'organisations à but non lucratif, un grand nombre d'entre elles reliées, à travers un dédale financier byzantin, aux plus grandes fondations. A eux tous, les organismes de ce secteur "indépendant" ont des biens valant presque 450 milliards de dollars. La plus grande d'entre elles est la Bill Gates Foundation (21 milliards de dollars), suivie par la Lilly Endowment (16 milliards de dollars) et la Ford Foundation (15 milliards de dollars).

Au moment où le FMI a imposé l'ajustement structurel et a forcé la main aux gouvernements pour qu'ils diminuent les dépenses publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'assistance à l'enfance, du développement, les ONG sont intervenues. La privatisation de tout a également signifié la ONG-isation de tout. Alors que les emplois et les moyens d'existence disparaissaient, les ONG sont devenues une source importante d'emplois, même pour ceux qui les voient pour ce qu'elles sont. Et elles ne sont assurément pas toutes mauvaises. Sur les millions d'ONG, certaines font un travail radical remarquable, et ce serait un simulacre de mettre toutes les ONG dans le même sac. Toutefois, les ONG dotées par des entreprises ou des fondations sont une façon pour la finance mondiale d'investir dans les mouvements de résistance, littéralement comme les actionnaires achètent des actions dans des compagnies et essaient ensuite de les diriger de l'intérieur. Elles restent comme des noeuds sur le système nerveux central, les voies le long desquelles circule la finance mondiale. Elles travaillent comme émetteurs, destinataires, amortisseurs, conscients de chaque impulsion, vigilants à ne jamais importuner les gouvernements de leurs pays hôtes. (La Ford Foundation exige des fondations qu'elles finance qu'elles signent un engagement en ce sens) Par inadvertance (et parfois volontairement), elles servent de postes d'écoute, leurs rapports, ateliers et autre activité missionnaire alimentant en données le système de surveillance de plus en plus agressif d'Etats se durcissant de plus en plus. Plus une région est en proie à des troubles, au plus on y trouve un grand nombre d'ONG.

Malicieusement, lorsque le gouvernement ou des sections des médias veulent mener une campagne de

diffamation contre un véritable mouvement populaire, comme le Narmada Bachao Andolan, ou la protestation contre le réacteur nucléaire de Koodankulam, ils accusent ces mouvements d'être des ONG recevant des "financements étrangers". Ils savent très bien que le mandat de la plupart des ONG, en particulier celles qui sont bien financées, est de contribuer à l'avancement du projet de globalisation des entreprises, pas de les contrecarrer.

Armées de leurs milliards, ces ONG se sont ruées sur le monde, transformant les potentiels révolutionnaires en activistes salariés, en artistes, intellectuels et cinéastes de financement, les éloignant doucement de l'affrontement radical, les introduisant dans la direction du multi-culturalisme, du développement de l'égalité des sexes et communautaire - le discours exprimé dans le langage de la politique de l'identité et des droits de l'homme.

La transformation de l'idée de justice en une industrie des droits de l'homme a été un coup conceptuel dans lequel les ONG et les fondations ont joué un rôle capital. L'objectif étroit des droits de l'homme permet une analyse basée sur l'atrocité dans laquelle le tableau plus général peut être refoulé et les deux camps dans un conflit - disons, par exemple, les maoïstes et le gouvernement indien, ou l'armée israélienne et le Hamas - peuvent être blâmés comme étant des contrevenants aux droits de l'homme. L'accaparement des terres par les sociétés minières ou l'histoire de l'annexion des terres palestiniennes par l'Etat d'Israël deviennent alors des notes en bas de page influant très peu sur le discours. Ce n'est pas pour insinuer que les droits de l'homme n'ont pas d'importance. Ils en ont, mais ils ne sont pas un assez bon prisme à travers lequel examiner ou vaguement comprendre les grandes injustices du monde dans lequel nous vivons.

Un autre coup conceptuel concerne l'implication des fondations dans le mouvement féministe. Pourquoi les organisations de femmes et féministes les plus 'officielles' en Inde maintiennent-elles une bonne distance entre elles et les organisations comme, disons, la Krantikari Adivasi Mahila Sangathan (Revolutionary Adivasi Women's Association) qui compte 90.000 membres qui combattent le patriarcat dans leurs propres communautés et la dépossession à cause des sociétés minières dans la forêt de Dandakaranya ? Comment se fait-il que la dépossession et l'expulsion de millions de femmes des terres qu'elles possédaient et travaillaient n'est pas perçu comme un problème féministe ? L'essaimage du mouvement progressiste de la base des mouvements populaires anti-impérialistes et anti-capitalistes n'a pas commencé avec les plans néfastes des fondations. Il s'est déclenché avec l'incapacité de ces mouvements à s'adapter et à concilier la radicalisation rapide des femmes qui a eu lieu dans les années 1960 et 1970. Les fondations ont fait preuve de génie en reconnaissant et en intervenant pour soutenir et financer l'intolérance croissante des femmes à l'égard de la violence et du patriarcat dans leurs sociétés traditionnelles comme même parmi les soi-disant dirigeants progressistes des mouvements de gauche. Dans un pays comme l'Inde, le schisme courait également le long du fossé rural-urbain. La majeure partie des mouvements radicaux anti-capitalistes étaient implantés dans la campagne où, dans l'ensemble, le patriarcat continuait à gouverner les vies de la plupart des femmes. Les femmes activistes des villes qui ont rejoint ces mouvements (comme le mouvement naxaliste) avaient été influencées et inspirées par le mouvement féministe occidental et leurs propres parcours vers la libération étaient souvent en désaccord avec ce que leurs dirigeants masculins estimaient être leur devoir : s'intégrer avec "les masses". Un grand nombre de femmes activistes n'étaient pas prêtes à attendre plus longtemps pour la "révolution" afin de mettre fin à l'oppression et à la discrimination quotidienne dans leurs vies, y compris de la part de leurs propres camarades. Elles désiraient que l'égalité des sexes soit une partie absolue, intégrale et non négociable du processus révolutionnaire et pas juste une promesse post-révolution. Les femmes intelligentes, fâchées et désabusées ont commencé à s'éloigner et à chercher d'autres moyens d'appui et de subsistance. En conséquence, à la fin des années 1980, au moment où les marchés indiens s'ouvraient, le mouvement féministe progressiste dans un pays tel que l'Inde est devenu excessivement ONG-isé. Un grand nombre de ces ONG ont effectué un travail majeur pour les droits des homosexuels, la violence domestique, le sida et le droit des travailleurs sexuels. Mais il est significatif que les mouvements féministes progressistes n'aient pas été au premier plan de la contestation des nouvelles politiques économiques, bien que les femmes en aient été les victimes les plus nombreuses. En manipulant le décaissement des fonds, les fondations ont pratiquement réussi à limiter le champ de ce que doit être une activité "politique". Les missions de financement des ONG prescrivent maintenant ce qui est considéré comme 'questions' relatives aux femmes et ce qui ne l'est pas.

La ONG-isation du mouvement de la femme a également fait du féminisme progressiste occidental (en

raison du fait qu'il soit sa marque la plus financée) le porte-drapeau de ce qui constitue le féminisme. Les combats, comme d'habitude, ont fait leur temps sur les corps des femmes, rejetant le Botox d'un côté et les burqas de l'autre. (Et puis il y a celles qui souffrent de la double poisse, le Botox et la burqa) Quand, comme cela s'est récemment passé en France, on essaye de contraindre les femmes à enlever la burqa plutôt que de créer une situation dans laquelle la femme peut choisir ce qu'elle souhaite faire, il ne s'agit pas de l'émanciper, mais de la déshabiller. Cela devient un acte d'humiliation et d'impérialisme culturel. Ce n'est pas une affaire de burqa. C'est une affaire de coercition. Contraindre une femme à enlever la burqa est aussi mal que de la contraindre à en mettre une. Envisager le genre de cette façon, dépouillé de contexte social, politique et économique, en fait une question d'identité, un combat d'accessoires et de costumes. C'est ce qui a permis au gouvernement américain d'utiliser les groupes féministes occidentaux comme couverture morale lorsqu'il a envahi l'Afghanistan en 2001. Les femmes afghanes avaient (et ont) de terribles ennuis sous les talibans. Mais larguer des Daisy Cutters sur elles n'allaient pas résoudre leurs problèmes.

Dans l'univers des ONG, lequel a développé un étrange langage apaisant qui lui est propre, tout est devenu un "sujet", une question distincte, professionnalisée et d'intérêt commun. Le développement communautaire, le développement du leadership, les droits de l'homme, la santé, l'éducation, les droits reproductifs, le sida, les orphelins malades du sida - ont tous été fermés hermétiquement dans leurs propres silos avec leur propre mission de financement élaborée et précise. Le financement a fait éclater la solidarité comme la répression n'a jamais pu le faire. La pauvreté aussi, comme le féminisme, est souvent formulé comme un problème d'identité. Comme si les pauvres n'avaient pas été produits par l'injustice mais étaient juste une tribu égarée qui existe par hasard, et peut être secourue dans l'immédiat par un système de réparations (géré par les ONG sur une base individuelle, de personne à personne) et dont la résurrection à long terme viendra de la bonne gouvernance. Sous le régime du capitalisme industriel mondial, cela va sans dire.

La pauvreté indienne, après une brève période dans le désert pendant que l'Inde "brillait", a fait un comeback en tant qu'identité exotique dans les arts, menée vers l'avant par des films tels que *Smuldog Millionaire*. Ces histoires au sujet des pauvres, de leur esprit et de leur résistance incroyables ne comporte aucun méchant, à l'exception de petits méchants qui fournissent la tension narrative et la couleur locale. Les auteurs de ces oeuvres sont les équivalents dans le monde contemporain des premiers anthropologues, glorifiés et honorés pour leur travail sur "le terrain", pour leurs courageux voyages dans l'inconnu. On voit rarement les riches êtres examinés comme cela.

Ayant réglé comment gérer les gouvernements, les partis politiques, les élections, les tribunaux, les médias et l'opinion libérale, il y avait un défi supplémentaire pour l'establishment néo-libéral : comment se charger de l'agitation croissante, de la menace du "pouvoir populaire" ? Comment l'apprivoise-t-on ? Comment transforme-t-on des protestataires en animaux domestiques ? Comment aspire-t-on la fureur populaire et la redirige-t-on dans des impasses ?

Ici aussi, les fondations et leurs organisations alliées ont une longue et illustre histoire. Leur rôle dans le désamorçage et la déradicalisation du mouvement pour les droits civiques des noirs aux Etats-Unis dans les années 1960 et la fructueuse transformation du Black Power en Black Capitalism en est un exemple révélateur.

La Rockefeller Foundation, conforme aux idéaux de J.D. Rockefeller, avait travaillé en étroite collaboration avec Martin Luther King Sr (le père de Martin Luther King Jr). Mais son influence a décliné avec l'essor d'organisations plus militantes - le Student Non-violent Coordinating Committee (SNCC) et les Black Panthers. Les Fondations Ford et Rockefeller sont intervenues. En 1970, elles ont fait don de 15 millions de dollars aux organisations noires modérées, donnant aux gens des subventions, des bourses universitaires, des bourses d'étude, des programmes de formation à l'emploi pour les étudiants ayant abandonné leurs études et un capital initial pour les entreprises appartenant à des noirs. La répression, les luttes intestines et le piège du financement ont conduit à l'atrophie progressive des organisations noires radicales.

Martin Luther King Jr a fait le rapport entre le capitalisme, l'impérialisme, le racisme et la guerre du Vietnam. En conséquence, après qu'il ait été assassiné, même son souvenir est devenu une menace toxique pour l'ordre public. Les fondations et les entreprises ont travaillé dur pour remanier son héritage pour qu'il corresponde à un format favorable au marché. Le Martin Luther King Junior Center for Non-Violent Social Change, avec une allocation d'exploitation de deux millions de dollars, a été fondé par,

entre autres, la Ford Motor Company, General Motors, Mobil, Western Electric, Procter & Gamble, US Steel et Monsanto. Le centre entretient la King Library et les archives du mouvement pour les droits civiques. Parmi les nombreux programmes gérés par le King Center, des projets qui "travaillent en étroite collaboration avec le département de la Défense des Etats-Unis, le Armed Forces Chaplains Board et d'autres". Il a co-parrainé les séries de conférences Martin Luther King Jr intitulées : "The Free Enterprise System : An Agent for Non-violent Social Change". Amen.

Un coup similaire fut mis à exécution dans la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. En 1978, la Rockefeller Foundation a organisé une commission d'étude sur la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud. Le rapport a mis en garde contre l'influence croissante de l'Union Soviétique sur le Congrès National Africain (ANC) et a affirmé que les intérêts stratégiques et des entreprises des Etats-Unis (c-à-d, accès aux minerais de l'Afrique du Sud) seraient le mieux servis s'il y avait un partage véritable du pouvoir politique par toutes les races.

Les fondations ont commencé à soutenir l'ANC. L'ANC n'a pas mis longtemps à s'en prendre aux organisations plus radicales comme le mouvement Black Consciousness de Steve Biko et les a plus ou moins fait disparaître. Lorsque Nelson Mandela a pris le pouvoir en tant que premier président noir de l'Afrique du Sud, il fut canonisé comme saint vivant, pas juste parce qu'il était un combattant pour la liberté qui avait passé 27 ans en prison, mais aussi parce qu'il s'inclinait totalement devant le Consensus de Washington. Le socialisme a disparu du programme de l'ANC. La grande "transition pacifique" de l'Afrique du Sud, tellement vantée et louangée, a signifié aucune réforme agraire, aucune demande de réparation, aucune nationalisation des mines d'Afrique du Sud. A la place, il y a eu la privatisation et l'ajustement structurel. Mandela a donné la plus haute récompense civile de l'Afrique du Sud - le Order of Good Hope - à son vieux partisan et ami, le général Suharto, l'assassin des communistes en Indonésie. Aujourd'hui, en Afrique du Sud, une poignée d'anciens radicaux et syndicalistes conduisant des Mercedes gouverne le pays. Mais cela suffi largement à perpétuer l'illusion de Black Liberation.

L'essor de la Black Power aux Etats-Unis fut un moment stimulant pour l'ascension d'un mouvement dalit radical et progressiste en Inde, avec des organisations comme les Dalit Panthers reflétant les politiques militantes des Black Panthers. Mais la Dalit Power, pas exactement de la même façon mais de façon semblable, a été fracturée et désamorcée, et avec l'aide abondante des organisations hindoues de droite et la Ford Foundation, est sur la bonne voie pour se convertir en Dalit Capitalism.

"*Dalit Inc est prêt à montrer que les affaires peuvent vaincre les castes*" rapportait le Indian Express en décembre l'année dernière. Il a poursuivi en citant un conseiller de la Dalit Indian Chamber of Commerce and Industry (DICCI). "Obtenir le premier ministre pour un rassemblement Dalit n'est pas difficile dans notre société. Mais pour les entrepreneurs dalits, prendre une photo avec Tata ou Godrej pendant le déjeuner ou le thé est une aspiration - une preuve qu'ils ont réussi", a-t-il dit. Etant donné la situation dans l'Inde moderne, il serait castéiste et réactionnaire de dire que les entrepreneurs dalits ne devraient pas avoir une place à la table d'honneur. Mais si ceci doit être l'aspiration, la structure idéologique des politiques dalits, ce serait bien dommage. Et il est peu probable que cela aide le million de Dalits qui gagnent toujours leur vie en faisant les poubelles à la main - transportant la merde humaine sur leurs têtes.

Les jeunes boursiers dalits qui acceptent les allocations de la Ford Foundation ne peuvent pas être jugés trop sévèrement. Qui d'autre leur offre la possibilité de se hisser hors du cloaque du système indien des castes ? La honte aussi bien qu'une grande partie de la responsabilité de cette tournure des événements revient également au mouvement communiste de l'Inde dont les dirigeants continuent à être essentiellement de caste supérieure. Pendant des années, il a essayé de faire entrer de force l'idée de caste dans l'analyse de classe marxiste. Il a lamentablement échoué, en théorie aussi bien qu'en pratique. Le désaccord entre la communauté dalit et la gauche a commencé par une brouille entre le dirigeant visionnaire dalit Dr Bhimrao Ambedkar et S.A. Dange, syndicaliste et membre fondateur du Parti Communiste d'Inde. La désillusion de Dr Ambedkar envers le Parti Communiste a débuté avec la grève des travailleurs du textile à Mumbai en 1928 lorsqu'il s'est rendu compte qu'en dépit de toute la rhétorique au sujet de la solidarité de la classe ouvrière, le parti ne trouvait pas répréhensible que les "intouchables" soient maintenus hors du département du tissage (et seulement habilités pour le département du filage, moins bien payé) parce que le travail impliquait l'utilisation de salive sur les fils, ce que les autres castes considéraient comme "polluant".

Ambedkar a compris que dans une société où les cours d'instruction religieuse hindoue institutionnalisent

l'intouchabilité et l'inégalité, le combat pour les "intouchables", pour des droits civiques et sociaux, était trop urgent pour attendre la révolution communiste promise. La division entre les Ambedkarites et la gauche s'est faite à grands frais pour les deux. Elle a signifié qu'une grande majorité de la population dalit, l'épine dorsale de la classe ouvrière indienne, a placé tous ses espoirs de libération et de dignité dans le constitutionnalisme, le capitalisme et les partis politiques comme le BSP, lesquels appliquent, à long terme, une étiquette stagnante importante de politique identitaire.

Aux Etats-Unis, comme nous l'avons vu, les fondations fondées par les entreprises ont engendré la culture des ONG. En Inde, la philanthropie d'entreprises ciblée a commencé sérieusement dans les années 90, la période des nouvelles politiques économiques. L'adhésion à la Star Chamber se paie. Le Tata Group a fait don de 50 millions de dollars à cette institution nécessaire, la Harvard Business School, et 50 autres millions de dollars à la Cornell University. Nandan Nilekani d'Infosys et sa femme Rohini ont fait don de 5 millions de dollars comme dotation de lancement pour l'India Initiative à Yale. Le Harvard Humanities Centre est maintenant le Mahindra Humanities Center après avoir reçu la dotation la plus importante qu'il ait jamais reçue, 10 millions de dollars, de la part de Anand Mahindra du Mahindra Group.

Ici, le Jindal Group, ayant un intérêt majeur dans l'exploitation minière, les métaux et l'énergie, gère le Jindal Global Law School et ouvrira bientôt la Jindal School of Government and Public Policy. (La Ford Foundation dirige une faculté de droit au Congo) La New India Foundation financée par Nandan Nilekani, subventionnée par les bénéfices d'Infosys, offre des prix et des bourses aux spécialistes des sciences humaines. La Sitaram Jindal Foundation dotée par Jindal Aluminium a annoncé cinq prix en espèce de dix millions de roupies chacun à donner à ceux travaillant dans le développement rural, la réduction de la pauvreté, l'éducation à l'environnement et l'élévation morale. L'Observer Research Foundation (ORF) du Reliance Group, actuellement dotée par Mukesh Ambani, est coulé dans le moule de la Rockefeller Foundation. Elle dispose d'agents de renseignements à la retraite, d'analystes stratégiques, de politiciens (qui font mine de se répandre en injures les uns contre les autres au parlement), de journalistes et de décideurs comme "compagnons" de recherche et conseillers. Les objectifs de l'ORF semblent assez simples : "Aider à développer un consensus en faveur des réformes économiques". Et façonner et influencer l'opinion publique, créant "des options de politique générale alternatives viables dans des domaines aussi divergents que la création d'emplois dans les districts arriérés et les stratégies en temps réel pour parer aux menaces nucléaires, biologiques et chimiques".

Au départ, j'étais perplexe de l'obsession d'une "guerre nucléaire, biologique et chimique" dans les objectifs fixés de l'ORF. Mais moins lorsque, dans la longue liste de ses "partenaires institutionnels", j'ai trouvé les noms de Raytheon et Lockheed Martin, deux des principaux fabricants d'armes du monde. En 2007, Raytheon a annoncé qu'il dirigeait son attention vers l'Inde. Se pourrait-il qu'au moins une partie du budget de la défense de 32 milliards de dollars de l'Inde soit dépensée pour des armes, des missiles téléguidés, des avions, des navires de guerre et du matériel de surveillance fabriqués par Raytheon et Lockheed Martin ?

Avons-nous besoin d'armes pour faire la guerre ? Ou avons-nous besoin des guerres pour créer un marché pour les armes ? Après tout, les économies de l'Europe, des Etats-Unis et d'Israël dépendent énormément de leur industrie de l'armement. C'est la seule chose qu'ils n'ont pas externalisé vers la Chine.

Dans la nouvelle guerre froide entre les Etats-Unis et la Chine, l'Inde est préparée pour jouer le rôle que le Pakistan a joué en tant qu'allié américain dans la guerre froide avec la Russie. (Et regardez ce qui est arrivé au Pakistan) Un grand nombre de ces chroniqueurs et les "analystes stratégiques" qui insistent sur les hostilités entre l'Inde et la Chine, vous verrez, peuvent être suivi à la trace directement ou indirectement jusqu'au think-tanks et fondations indo-américains. Etre un "partenaire stratégique" des Etats-Unis ne veut pas dire que les chefs d'états se passent des coups de téléphone amicaux les uns les autres de temps à autre. Cela signifie collaboration (ingérence) à tous les niveaux. Cela signifie accueillir les forces spéciales américaines sur le sol indien. (Un chef du Pentagone a récemment confirmé ceci à la BBC) Cela signifie le partage de renseignements, la modification de l'agriculture et des politiques énergétiques, l'ouverture des secteurs de la santé et de l'éducation à l'investissement mondial. Cela signifie l'ouverture à la vente au détail. Cela signifie une association inégalitaire dans laquelle l'Inde est étreinte et entraînée dans une valse tout autour de la piste par un partenaire qui l'incinérera aussitôt qu'elle refusera de danser.

Dans la liste des "partenaires institutionnels" de l'ORF, on trouvera également la RAND Corporation, la Ford Foundation, la Banque Mondiale, la Brookings Institution (dont la mission fixée est de "fournir des

recommandations novatrices et concrètes qui développent trois objectifs généraux : renforcer la démocratie américaine ; favoriser le bien-être économique et social, la sécurité et la perspective d'avenir de tous les Américains ; et de garantir un système international plus ouvert, solide, prospère et coopératif"). On trouvera aussi la Rosa Luxemburg Foundation d'Allemagne. (Pauvre Rosa, qui est morte pour la cause du communisme, de trouver son nom sur une liste telle que celle-ci !)

Bien que le capitalisme soit fait pour être basé sur la compétition, ceux au sommet de la chaîne alimentaire se sont également montrés capables d'inclusivité et de solidarité. Les grands capitalistes occidentaux ont fait des affaires avec des fascistes, des socialistes, des despotes et des dictateurs militaires. Ils peuvent s'adapter et constamment innover. Ils sont capables d'une réflexion rapide et d'une immense fourberie tactique.

Mais en dépit d'avoir poussé avec succès à la mise en place de réformes économiques, en dépit d'avoir mené des guerres et occupé militairement des pays afin de mettre en place des "démocraties" d'économie de marché, le capitalisme subi une crise dont la gravité ne s'est pas encore totalement révélée. Marx disait, "Par conséquent, ce que la bourgeoisie produit, par dessus tout, ce sont ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont tout aussi inévitable l'un que l'autre."

Le prolétariat, comme Marx l'a vu, a subi des assauts continus. Des usines ont fermé leurs portes, des emplois ont disparu, des syndicats ont été dissouts. Le prolétariat, au fil des années, a été divisé par tous les moyens possibles. En Inde, ça a été hindou contre musulman, hindou contre chrétien, Dalit contre Adivasi, caste contre caste, région contre région. Et pourtant, à travers le monde, il résiste. En Chine, les grèves et les révoltes sont innombrables. En Inde, la population la plus pauvre du monde s'est défendue pour arrêter certaines des entreprises les plus riches sur leurs passages.

Le capitalisme est en crise. Le ruissellement a échoué. Maintenant, le jaillissement a aussi des ennuis. L'effondrement financier international se rapproche. Le taux de croissance de l'Inde est brusquement descendu à 6,9 pour cent. L'investissement étranger se retire. Les entreprises internationales majeures couvent d'énormes quantités d'argent, pas certaines de l'endroit où les investir, pas sûres de comment la crise financière se jouera. Ceci est une fissure structurelle majeure dans le pouvoir écrasant du capital mondial.

Il se peut que les véritables "fossoyeurs" du capitalisme finissent pas être ses propres cardinaux délirants, qui ont transformé l'idéologie en foi. Malgré leur intelligence stratégique supérieure, ils semblent avoir du mal à se rendre compte d'un fait simple : le capitalisme détruit la planète. Les deux vieilles astuces qui l'ont sorti des crises passées - guerre et achats - ne marcheront simplement pas.

Je suis restée longtemps devant Antilla à regarder le soleil se coucher. J'ai imaginé que la tour était aussi profonde qu'elle n'est haute. Qu'elle avait une racine pivotante longue de 27 étages, serpentant sous terre, suçant goulûment la nourriture de la terre, la transformant en fumée et en or.

Pourquoi les Ambanis ont-ils choisi d'appeler leur immeuble Antilla ? Antilla est le nom d'un ensemble d'îles mythiques dont l'histoire remonte à une légende ibérique du 8ème siècle. Lorsque les musulmans ont conquis l'Hispanie, six évêques wisigoths chrétiens et leurs paroissiens ont embarqué sur des bateaux et se sont enfuis. Après des jours, ou peut-être des semaines en mer, ils ont atteint les îles d'Antilla où ils ont décidé d'installer et d'élever une nouvelle civilisation. Ils ont mis le feu à leur bateau pour rompre définitivement leurs liens avec leur patrie dominée par des barbares.

En appelant leur tour Antilla, les Ambanis espèrent-ils rompre leurs liens avec la pauvreté et la misère noire de leur patrie et élever une nouvelle civilisation ? Est-ce l'acte final du mouvement sécessionniste le plus fructueux en Inde ? La sécession des classes moyennes et supérieures vers l'espace ?

Au moment où la nuit est tombée sur Mumbai, des gardes en impeccables chemises en lin avec des talkie-walkies crépitant sont apparus devant les portes menaçantes d'Antilla. Les lumières brillaient, pour faire fuir les fantômes peut-être. Les voisins se plaignent que les lumières vives d'Antilla ont volé la nuit. Peut-être est-il temps que nous reprenions la nuit.